

Question d'actualité

Màj : 20/06/07

Quoi ?

BOUCLIER AMERICAIN ANTI-MISSILES

Le concept de bouclier antimissile se définit comme un système comprenant des radars et des missiles. Il a pour but de détecter et de détruire les missiles balistiques ennemis dirigés vers le territoire des États-Unis d'Amérique et de certains de leurs alliés. Plusieurs dispositifs anti-missiles ont déjà existé par le passé, où existent déjà, notamment en Russie, qui dispose d'un système, déjà ancien, de défense anti-missiles pour protéger la ville de Moscou (système russe Gorgon et Gazelle). Avec l'installation d'un système anti-missiles en Europe de l'Est, la Maison Blanche affirme vouloir défendre l'Europe d'éventuels tirs d'Iran ou de Corée du Nord.

Pourquoi ce thème a-t-il été au cœur du dernier G8 qui s'est déroulé en Allemagne au mois de juin 2007 ? Pourquoi, le projet d'installation par les États-Unis de moyens de détections et de missiles anti-missiles en Europe a-t-il autant suscité la polémique ?

Violamment opposé au projet des États-Unis d'installer un bouclier en Pologne et en République tchèque, le président russe, Vladimir POUTINE, qui considère ce projet comme une menace sur la Russie et qui a prévenu, dans un premier temps, qu'il allait braquer à nouveau les missiles nucléaires russe sur L'Europe, a complètement infléchi sa position. A la surprise générale, le Président russe a suggéré à son homologue américain George BUSH, en marge du sommet du G-8 en Allemagne, de choisir plutôt la base radar de Gabala existant déjà en Azerbaïdjan, pour installer cette défense anti-missiles.

Même si l'ancienne république soviétique s'est déclarée ouverte à cette alternative, ce qui place Washington dans une situation délicate, ce dossier très épineux qui a failli replonger les États-Unis et la Russie dans un climat de guerre froide, suite aux menaces de Poutine, n'est pas réglé pour autant. Si les États-Unis ont indiqué poliment qu'ils allaient réfléchir à la proposition russe, des responsables américains ont déclaré récemment que placer des intercepteurs trop près des menaces potentielles (l'Azerbaïdjan est voisin de l'Iran) réduirait par trop le temps de réaction disponible. Toujours à cause de cette proximité avec l'Iran, ces bases pourraient également être atteintes par des missiles à courte portée, des frappes aériennes ou des attaques de commandos. La proposition russe semble donc n'avoir été qu'un habile coup médiatique, ce qui laisse présager un possible nouveau durcissement si les américains déclinent la solution de Vladimir POUTINE.

Quand ?

Rappels historiques :

1953 : Premiers projets de défense anti-missiles élaborés par la Russie et par les Etats-Unis.

1972 : Signature du traité ABM, interdisant le développement des systèmes anti-missiles balistiques.

2001 : Les Etats-Unis sortent du traité ABM.

17 décembre 2002 : Annonce officielle de la relance du programme National Missile Defence. Le programme actuel prévoit une centaine d'antimissiles pour pouvoir intercepter une vague d'une vingtaine de missiles balistiques provenant d'Eurasie.

novembre 2004 : six intercepteurs de missiles à longue portée sont disposés sur terre en Alaska.

En 2005 : 14 autres missiles antimissiles et des missiles Patriot viennent s'ajouter en Alaska. 20 intercepteurs de missiles de courte et de moyenne portée sont ajoutés sur des navires de l'US Navy équipés du système de combat Aegis.

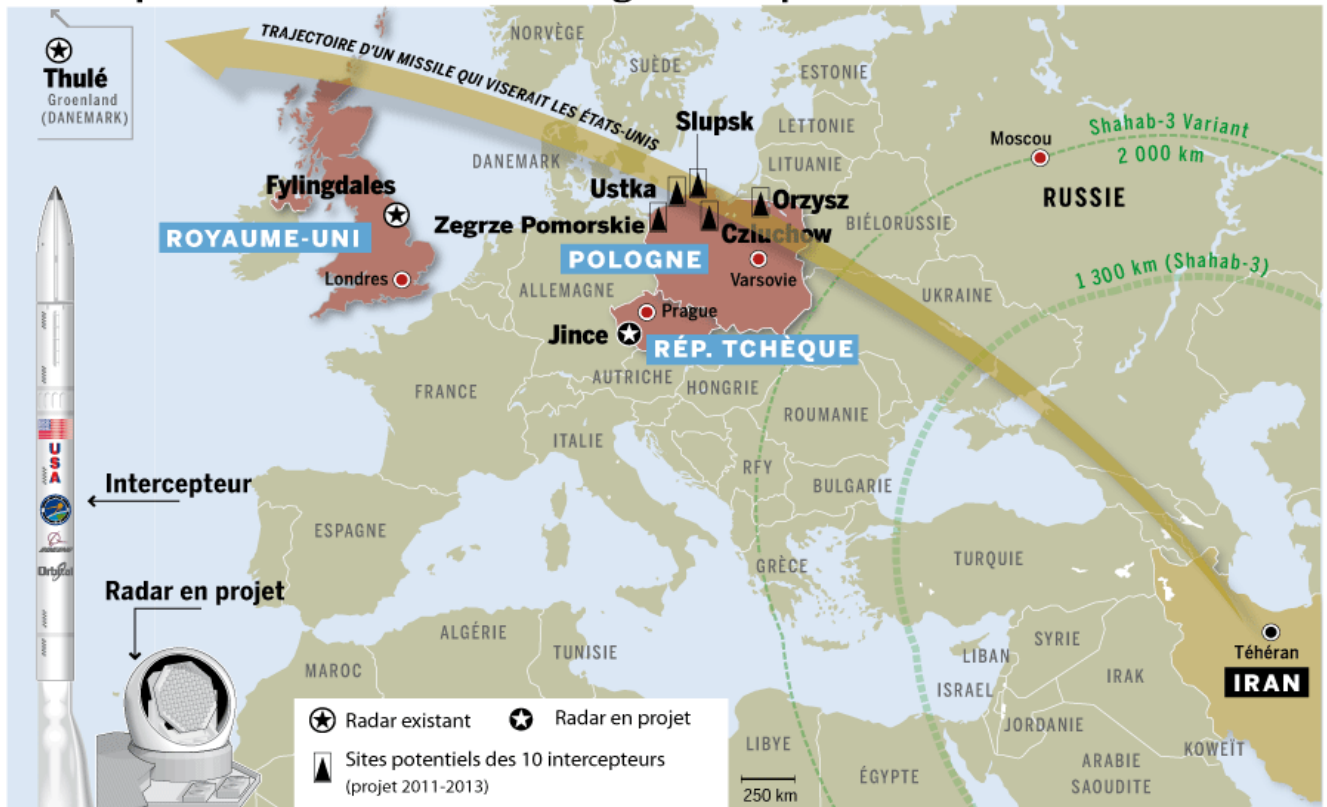
Actualité des derniers mois

1^{er} semestre 2007 : discussions en cours pour l'installation d'un radar en République tchèque et d'une dizaine de missiles intercepteurs en Pologne.

Juin 2007 : Lors du sommet du G8, la Russie surprend en proposant un compromis aux Etats-Unis, avec l'installation du bouclier anti-missiles américain en Azerbaïdjan. Les Etats-Unis se montrent intéressés par cette proposition surprise de Vladimir Poutine.

Où ?

Un dispositif américain contre le danger balistique iranien



Qui ?

Les acteurs de ce dossier :

Les principaux pays concernés par ce bouclier:

Les Etats-Unis : Les Etats-Unis avaient annoncé en janvier dernier leur intention de déployer des éléments de leur bouclier antimissile en Europe de l'Est pour se protéger d'Etats « voyous » comme la Corée du Nord, mais surtout l'Iran susceptible d'entrer en possession de missiles de longue portée. La position américaine dans cette crise est partagée entre volonté de garder de bonnes relations avec la Russie, et la défense de son projet de bouclier antimissile en Europe de l'Est. Le président Bush a ainsi d'abord appelé son homologue russe à ne pas « raviver la guerre froide ». La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a, quant à elle, beaucoup moins ménagé la Russie, en déclarant qu'elle avait « du mal à comprendre la diplomatie russe sur les missiles », qu'elle a qualifiée de « ridicule ». Elle a cependant assuré, elle aussi, que la Russie n'était pas l'ennemie des Etats-Unis.

La Russie : Moscou y voit une atteinte à l'équilibre des forces hérité de la Guerre froide doublée d'une incursion dans ce qui fut autrefois sa sphère d'influence et d'aucuns n'hésitent pas à invoquer le vieil antagonisme des deux "superpuissances". Pour le Kremlin, le système stratégique de défense antimissile est un facteur gravement déstabilisant, qui pourrait avoir des conséquences significatives sur la sécurité régionale et mondiale. En effet, pour la Russie, les éléments européens du bouclier sont actuellement inutiles contre l'Iran ou la Corée du Nord qui sont incapables techniquement d'envoyer des charges nucléaires jusqu'aux Etats-Unis. Ce différend entre Washington et Moscou intervient au moment où les relations bilatérales sont au plus bas depuis la fin de la guerre froide.

La République tchèque : Les Etats-Unis négocient depuis mai 2007 avec le gouvernement tchèque l'installation d'une base radar dans le cadre du projet américain de défense anti-missiles. Celui-ci exprime la demande que ce projet soit intégré à un système OTAN.

La Pologne : veut entretenir de bonnes relations avec les Etats-Unis et souhaite que cet accord d'installation de bouclier anti-missiles soit signé entre la Pologne et les Etats-Unis, et non (contrairement à la république Tchèque) dans le cadre de l'OTAN. Au-delà, il est clair que ce pays veut apparaître, en Europe, comme un des partenaires principaux des USA.

Réactions étrangères:

La position de l'Union européenne : ce sujet divise les pays de l'Union européenne. Pour les anciens pays du bloc de l'Est, l'installation de ces bases américaines sur leur sol est un gage de sécurité, au même titre que l'adhésion à l'Otan. Néanmoins, la présence de ces installations désignent également ces pays (Pologne, Tchéquie ou Hongrie) comme d'éventuelles cibles d'attaques terroristes. Ce qui explique l'inquiétude des opinions publiques des pays potentiellement concernés par l'installation de ce bouclier.

La position de la France : La France cherche à maintenir une position équilibrée auprès des Etats-Unis et de la Russie. A la fois consciente des nouveaux risques que fait peser la prolifération nucléaire, et notamment avec les risques de voir un Iran se doter dans les prochaines années de missiles nucléaires, la France a cependant compris les craintes exprimées par la Russie. En outre, la mise en œuvre d'un bouclier américain au centre de l'Europe n'est pas faite pour aider la mise en œuvre d'une défense européenne davantage autonome par rapport à l'Otan et aux Etats-Unis.

Comment ?

Analyse et commentaires

Origine :

Ce projet naît en pleine guerre froide, alors que Ronald Reagan est élu président des États-Unis. Le 23 mars 1983, celui-ci crée l'Initiative de défense stratégique (IDS), projet surnommé Guerre des étoiles et qui vise à protéger les Américains des missiles nucléaires soviétiques. Mais, à la fin de l'URSS en 1991, le programme perd sa raison d'être et est mis de côté. En 1993, il est officiellement aboli par Bill Clinton. En 1999, démarre le National Missile Defence, un programme semblable au précédent qui a cependant un objectif moins ambitieux : défendre le pays contre une offensive mineure (une vague d'une vingtaine d'ICBM et d'une centaine d'ogive, non contre une attaque massive). Après le 11 septembre 2001, les États-Unis décident de se retirer du traité ABM (anti-missiles balistiques), qui interdisait alors le déploiement d'un système global de défense antimissile sur le territoire américain.

Evolution :

Le bouclier antimissile que Washington souhaite installer en Europe pour contrer des attaques de pays comme l'Iran pourrait être opérationnel dès 2011. Les États-Unis affirment qu'ils veulent ainsi éviter des attaques d'États comme l'Iran ou la Corée du nord. La Russie parle, elle, d'une menace pour sa sécurité et dénonce une relance de la course aux armements. Les recommandations du Pentagone pour le pays d'accueil devraient être rendues public d'ici l'été prochain. Ce sont une dizaine d'intercepteurs qui devraient ainsi prendre place sur le sol d'un pays d'Europe centrale, comme la Pologne, la République Tchèque ou la Hongrie. Le programme actuel prévoit une centaine d'antimissiles pour pouvoir intercepter une vague d'une vingtaine de missiles balistiques provenant d'Eurasie.

Perspectives :

Ce projet de bouclier antimissile américain en Europe provoque la colère de la Russie. Moscou s'inquiète de voir ce dispositif installé à sa porte. D'autant plus dans des états de l'Ex-URSS. Vladimir Poutine affirme que son armée orientera, en représailles, des missiles sur des cibles potentielles en Europe si Washington persiste. Vladimir Poutine a expliqué à George W. Bush, en marge du sommet du G-8, qu'il retirerait sa menace de diriger ses missiles sur des cibles européennes si les États-Unis acceptent d'installer leur système en Azerbaïdjan, qui est une ancienne république soviétique, toujours dans le giron de l'influence russe. Les États-Unis ont beau multiplier les précautions oratoires pour apaiser la Russie, les améliorations apportées au système de défense antimissiles bouleversent les règles établies en matière de dissuasion nucléaire. Un concept qui a été la clé de voûte de la stabilité des relations internationales entre les grandes puissances. Avec le bouclier anti-missile, qui renforce les capacités défensives on rentre dans une logique qui pourrait aboutir à une relance de la course aux armements.

Conclusion :

Même si le déploiement prévu par les États-Unis en Europe est effectivement destiné à contrer une attaque nucléaire venant de la part de pays dotés de peu de têtes nucléaires, comme, aujourd'hui, la Corée du Nord, le Pakistan et peut être demain l'Iran, l'inquiétude est grande de voir se relancer une nouvelle guerre froide et une nouvelle montée en puissance des arsenaux nucléaires des pays comme la Chine ou la Russie. Pour preuve le retrait des russes du traité START II, relatif à la prohibition des missiles intercontinentaux à têtes multiples. Cette tension entre les États-Unis et la Russie, se produit dans un cadre plus général de refroidissement des relations entre l'Occident et la Russie, avec plusieurs dossiers épineux comme la question de l'indépendance possible du Kosovo, à laquelle la Russie est hostile, mais aussi la question de la vente d'armes par la Russie à l'Iran.